



SEMINAIRE D'ETE 2015 DU CAC : POURQUOI AGISSONS-NOUS ? COMMENT AGIR ENSEMBLE DANS LA DUREE ?

Lundi 6 juillet après midi – atelier N°1

Synthèse de l'atelier « L'état de la société à l'heure du capitalisme financier » - Rapporteuse Frédérique Dumont

Actuellement les Etats ne sont plus en capacité de financer les actions liées au contrat social : actions sociales, services publics, associations... car les moyens de l'État sont utilisés à payer « la dette », ils ont une obligation de croissance infinie, ils utilisent le prétexte des directives européennes et ne connaissent plus que le concept de concurrence. Les conséquences sont multiples :

- diminution de la confiance dans l'État car on sait qu'il y a de l'argent (pour sauver les banques, pour les actionnaires, parce que les riches sont de plus en plus riches, etc.) et qu'il s'agit plus d'un choix politique des gouvernements en place : d'où la nécessité d'expliquer à quoi sert la dette, d'évaluer ce que « rapportent » à l'Etat l'action sociale, les services publics, les associations.
- création de la précarité, chômage, pression sur les salaires : besoin d'une réflexion pour faire face à la précarité, aux subventions liées à la charité, à la politique du « care » inventée pour panser les blessures du capitalisme.
- internationalisation des problèmes : avec la situation préoccupante des migrants qui sont obligés de quitter leurs pays et qu'on a du mal à aider ; la main mise du secteur marchand va s'amplifier à cause du TAFTA... : là encore il y a besoin de réflexions, de mise en débat.

Les projets associatifs, innovants et créatifs, ont été captés par le secteur marchand ce qui provoque là aussi des conséquences désastreuses :

- par exemple, les colonies de vacances ne sont plus accessibles que pour les familles riches ou parmi les pauvres ceux qui peuvent obtenir le financement des CE. Les autres, y compris les classes moyennes, doivent s'adresser aux associations qui ne peuvent plus boucler leur budget. Au passage, les colos ont perdu leur raison d'être, le plaisir partagé (le loisir étant un prétexte).
- autre exemple : le stop est remplacé par le covoiturage (ou blablacar), payant pour les utilisateurs et très lucratifs pour les propriétaires des sites qui en plus n'ont même pas eu à trouver l'idée...
- après le remplacement des subventions de fonctionnement par les subventions sur projet, les associations sont menacées par les appels d'offres : non seulement les initiatives ne sont plus celles des associations, mais en plus ces appels d'offres sont pipés d'avance.
- les associations sont appréciées par le secteur marchand car elles proposent des services à bas coût car ils sont assurés par 50 % de bénévoles ; le Medef a même édité un guide « pourquoi investir dans les associations ? » avec cette explication : attention à la valorisation des bénévoles dans nos budgets qui est à double tranchant.
- il faut lutter en contournant les appels d'offre et en imposant nos propres initiatives.

Le public n'est pas alerté, manque d'information, d'ailleurs les lieux de revendication sont les premiers fermés par les autorités et les médias sont devenus les principaux vecteurs du système et de l'idéologie capitaliste. La aussi nos responsabilités sont multiples :

- lutter contre l'aliénation, accompagner la prise de conscience collective : notamment grâce à l'Éducation populaire, des interventions dans les collectifs, dans les Conseils de la Vie Associative, les regroupements d'associations...

- revenir sur nos fondamentaux : que sont les associations ? que font-elles ? dans quel but ? doivent-elles laisser faire... ? Le terme le moins exclusif pour expliquer ce que nous faisons est celui de transformation sociale.

Comment résister ?

- s'organiser pour faire émerger des actions d'éducation populaire à tous les niveaux possibles, en se rassemblant partout où cela est possible et en s'ouvrant à ceux qui ont les mêmes objectifs que nous (citoyens non engagés, dans toutes les associations, les syndicats, les partis politiques...)

- entreprendre autrement pour montrer qu'il existe une alternative au capitalisme, entrer dans le monde de l'entreprise avec nos armes, nos manières de faire.

- changer nos modes de vie et de fonctionnement, en lien avec nos valeurs, notre façon de penser.